

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES












20240140001000

**LIVRAISON, INSTALLATION, MISE EN SERVICE D'UN
SYSTEME DE MONITORING PER-OPERATOIRE,
FOURNITURE DES CONSOMMABLES ASSOCIES ET
REALISATION DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE
(FORFAIT TOUS RISQUES) POUR LE CENTRE HOSPITALIER
DE VALENCIENNES**

Etablissement support :

CENTRE HOSPITALIER DE VALENCIENNES
Pôle logistique – Cellule des marchés publics
Avenue Désandrouin – B.P. 479
59322 VALENCIENNES Cedex

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	LIVRAISON, INSTALLATION, MISE EN SERVICE D'UN SYSTEME DE MONITORING PER-OPERATOIRE, FOURNITURE DES CONSOMMABLES ASSOCIES ET REALISATION DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE (FORFAIT TOUS RISQUES) POUR LE CENTRE HOSPITALIER DE VALENCIENNES
	Type de contrat	Accord-cadre
	Nombre de lots	0
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clause sociale	Sans
	Clauses environnementales	Sans
	Durée / Délai	- Equipement : De sa date de notification au titulaire jusqu'à l'achèvement des prestations précitées - Consommables + Maintenance + Prestations exclues de la base forfaitaire : 12 mois
	Reconduction	- Consommables + Maintenance + Prestations exclues de la base forfaitaire : Avec (3 * 12 mois)
	Prix	Défini par prestation
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat	4
1.3 - Type de contrat.....	4
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande	4
1.5 - Respect des droits humains et attention à la qualité de vie au travail	5
2 - Pièces contractuelles	5
3 - Confidentialité	5
4 - Protection des données à caractère personnel	5
5 - Durée et délais d'exécution	6
6 - Prix.....	6
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	6
6.2 - Modalités de variation des prix	6
7 - Garanties financières.....	8
8 - Avance	8
8.1 - Conditions de versement et de remboursement	8
8.2 - Garanties financières de l'avance	9
9 - Modalités de règlement des comptes	9
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	9
9.2 - Présentation des demandes de paiement	9
9.3 - Délai global de paiement	10
10 - Spécifications techniques	10
11 - Clauses environnementales.....	11
12 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle.....	11
13 - Pénalités	11
13.1 - Pénalités de retard pour la fourniture, l'installation et la mise en service du matériel	11
13.2 - Pénalités de retard dans la réalisation des opérations de maintenance ou de contrôle	12
14 - Assurances	12
15 - Clause de réexamen	12
15.1 - Adhésion d'un nouvel établissement	13
15.2 - Imprévision ou circonstances imprévues	13
15.2.1 - Obligation d'information	13
15.2.2 - Modalités de poursuite du marché	13
15.2.3 - Suspension du marché.....	14
15.2.4 - Recevabilité d'une demande d'indemnisation en cas de poursuite d'exécution du marché	14
15.2.5 - Prolongation du marché	14
15.3 - Evolutions technologiques et réglementaires	14
15.4 - Réduction / Extension du périmètre du marché	15
16 - Résiliation du contrat	16
16.1 - Conditions de résiliation du marché	16
16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	16
17 - Règlement des litiges et langues	16
18 - Dérogations	17

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

20240140001000 – LIVRAISON, INSTALLATION, MISE EN SERVICE D'UN SYSTEME DE MONITORING PER-OPERATOIRE, FOURNITURE DES CONSOMMABLES ASSOCIES ET REALISATION DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE (FORFAIT TOUS RISQUES) POUR LE CENTRE HOSPITALIER DE VALENCIENNES

Lieu d'exécution :

CENTRE HOSPITALIER DE VALENCIENNES
Bloc opératoire – Secteur neurochirurgie
Avenue Désandrouin
59322 VALENCIENNES Cedex

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Le marché est attribué à un seul opérateur économique.

1.3 - Type de contrat

Le présent contrat est un accord-cadre « composite » qui fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, comprenant une partie traitée sous la forme d'un marché ordinaire et une partie traitée sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande.

La partie « marché ordinaire », conclue à prix global et forfaitaire, concerne la livraison, l'installation, la mise en service d'un système de monitoring per-opérateur et la réalisation des prestations de maintenance (forfait tous risques).

La partie « accord-cadre à bons de commande », conclue à prix unitaires (sur demande de devis), concerne les prestations exclues de la base forfaitaire et la fourniture des consommables associés.

Montant maximum : 2 500,00 € H.T. par an.

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Pour la partie « marché ordinaire », suite à la notification du marché, un bon de commande initial est notifié par le pouvoir adjudicateur, s'agissant de la livraison, l'installation, la mise en service d'un système de monitoring per-opérateur et de la fourniture des consommables associés.

Par ailleurs, un bon de commande est émis annuellement, s'agissant de la réalisation des prestations de maintenance (forfait tous risques).

Pour la partie « accord-cadre à bons de commande », les bons de commande sont notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins, s'agissant des prestations exclues de la base forfaitaire (sur demande de devis) et de la fourniture des consommables associés.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- La date et le numéro du marché ;
- La date et le numéro du bon de commande ;

- La nature et la description des fournitures à livrer / des prestations à réaliser ;
- Les délais d'exécution (date de début et de fin) ;
- Les lieux de livraison des fournitures / d'exécution des prestations ;
- Le montant du bon de commande ;
- Les délais laissés le cas échéant au titulaire pour formuler leurs observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le titulaire.

1.5 - Respect des droits humains et attention à la qualité de vie au travail

Le pouvoir adjudicateur rappelle que le titulaire veille au respect des droits humains et aux obligations qui en découlent et favorise la qualité de vie au travail. Par conséquent, le titulaire respecte le code du travail du pays où il se trouve et les règles internationales fixées par le Bureau international du travail (BIT) relatives à son secteur d'activité.

De plus, le titulaire met en œuvre les actions correctrices, les améliorations ou les actions préventives visant à remédier aux atteintes et aux risques d'atteinte aux droits humains au travail identifiés durant l'exécution du marché. Ces actions visent les activités de l'entreprise ainsi que sa chaîne de fournisseurs et de sous-traitants.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) ;
- L'offre financière du titulaire ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le questionnaire technique, accompagné d'un mémoire justificatif complémentaire reprenant l'ensemble des informations demandées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le catalogue des pièces détachées.

Les conditions générales de vente (CGV) du titulaire ou plus largement toutes réserves aux exigences définies dans le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ne sont pas applicables et sont d'office exclues du marché sans qu'il ne soit nécessaire pour le pouvoir adjudicateur de prendre une décision spécifique en ce sens.

3 - Confidentialité

Le marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité.

4 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire peut donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

5 - Durée et délais d'exécution

Concernant la livraison, l'installation, la mise en service d'un système de monitoring per-opérateur, le marché est conclu pour une période allant de sa date de notification au titulaire jusqu'à l'achèvement des prestations précitées.

Le délai d'exécution de ces prestations est précisé dans son acte d'engagement (AE) dans le calendrier prévisionnel d'installation joint à son offre (précisant également les délais maximaux d'approvisionnement).

Une prolongation de ce délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

Concernant la fourniture des consommables associés, la réalisation des prestations de maintenance (forfait tous risques) et la réalisation des prestations exclues de la base forfaitaire, le marché est conclu pour une période initiale de 12 mois, à compter de l'expiration du délai de garantie. Celui-ci est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du marché, toutes périodes confondues, est de 48 mois.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité du marché. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

Concernant la garantie totale des équipements, (toutes pièces, main-d'œuvre et déplacements pour les opérations de maintenance, les contrôles de performance et les opérations de dépannage), celle-ci couvre une période minimale de 24 mois à compter de la date de réception du matériel (cf. article VII-1 du cahier des clauses techniques particulières (CTP)).

Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 28 du CCAG-FCS.

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par application :

- D'un prix global et forfaitaire pour la partie « marché ordinaire » ;
- De prix unitaires (sur demande de devis) pour la partie « accord-cadre à bons de commande ».

6.2 - Modalités de variation des prix

Concernant la livraison, l'installation, la mise en service d'un système de monitoring per-opérateur :

La date d'établissement des prix est la date à laquelle le titulaire a fixé son prix dans l'offre. Cette date permet de définir le "mois zéro".

Les prix sont actualisables par application aux prix du marché public d'un coefficient Cn donné par la formule suivante :

$$C_n = 0.0\% + 100.0\% [(0.50 \text{ ICHTrev-TS (d-3) ICHTrev-TS (o)}) + (0.50 \text{ EBIQ (d-3) / EBIQ (o)})]$$

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient d'actualisation.
- d : mois de début d'exécution des prestations.
- Index (d-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois d diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois d du début d'exécution des prestations soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Lorsqu'une actualisation est effectuée provisoirement en utilisant une valeur d'index antérieure à celle qui doit être appliquée, l'actualisation définitive, calculée sur la base de la valeur finale de l'index correspondant, intervient au plus tard trois mois après la publication de cette valeur.

Les index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Code	Libellé
ICTrev-TS	Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33) - Base 100 en décembre 2008 - Identifiant 001565183. Lien : https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565183
EBIQ	Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - MIG EBIQ - Énergie, biens intermédiaires et biens d'investissements - Prix de marché - Base 2015 - Données mensuelles brutes - Identifiant 010534841. Lien : https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010534841

Concernant la fourniture des consommables associés et la réalisation des prestations de maintenance (forfait tous risques) :

Les prix sont révisables. Ceux-ci peuvent être modifiés, pour tenir compte des variations économiques.

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois au cours duquel est survenue la remise de l'offre (date d'établissement des prix initiaux) ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix sont révisés annuellement, à la date anniversaire du marché (correspondant à la date de notification), par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule suivante :

$$Cn = 0.0\% + 100.0\% [(0.50 \text{ ICTrev-TS } (n) \text{ ICTrev-TS } (o)) + (0.50 \text{ EBIQ } (n) / \text{ EBIQ } (o))]$$

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n (valeur au moment de la révision).
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro (valeur de l'indice au mois de la remise de l'offre ou au moment de la dernière révision).

Les index de référence, publiés au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Code	Libellé
ICTrev-TS	Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33) - Base 100 en décembre 2008 - Identifiant 001565183. Lien : https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565183
EBIQ	Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - MIG EBIQ - Énergie, biens intermédiaires et biens d'investissements - Prix de marché - Base 2015 - Données mensuelles brutes - Identifiant 010534841. Lien : https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010534841

Le coefficient final de révision est arrêté à la troisième décimale arrondie au millième supérieur.

Le mois « zéro » retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Il est à noter que les tarifs doivent rester fermes durant la première année d'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à chaque changement de tarifs à communiquer ses nouveaux prix accompagnés d'un justificatif (tarif fabricant certifié conforme, indices...) et à maintenir l'application des remises consenties dans l'offre initiale.

Le titulaire est tenu de transmettre ses tarifs successifs (sur support informatique Excel) à la cellule des marchés publics du Centre hospitalier de Valenciennes par lettre recommandée avec accusé de réception, avec un préavis d'un mois avant la date effective d'entrée en vigueur.

Chaque nouveau tarif accepté par le pouvoir adjudicateur sera considéré comme tarif contractuel de référence. La révision se fait à la baisse comme à la hausse.

Les nouveaux tarifs deviennent contractuels après validation par le pouvoir adjudicateur prononcée dans le délai maximum d'un mois à compter de leur date de réception. Le titulaire en est informé par courrier transmis de façon dématérialisé permettant une traçabilité.

Clause limitative dite « de sauvegarde » : Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date d'application de la nouvelle référence lorsque l'augmentation de cette référence est supérieure à 5,0 % par an.

7 - Garanties financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG-FCS.

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € H.T. et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement (AE).

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations réalisées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

8.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

Nature de la prestation	Pourcentage
Concernant la livraison, l'installation, la mise en service d'un système de monitoring per-opérateur.	Païement réalisé au terme des épreuves de réception du matériel. 100 % du montant porté dans le bordereau financier pour ces prestations.
Concernant la fourniture des consommables associés.	Païement réalisé après service-fait. 100 % du montant porté sur le bon d'engagement correspondant.
Concernant la réalisation des prestations de maintenance (contrat tous risques).	Païement réalisé annuellement, à terme échu. 100% du montant porté au bordereau financier pour ces prestations.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, le pouvoir adjudicateur peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant le pouvoir adjudicateur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire comportent les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- La désignation du payeur, avec l'indication du code d'identification du service chargé du paiement ;
- L'UF et le numéro du pôle concerné par la facture ;
- La date d'exécution des prestations ;
- La quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;
- Le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;

- Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique :

Centre hospitalier de Valenciennes :

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : **265 906 735 00013** ;
- Code service : **Information communiquée lors de la notification du marché** ;
- Numéro d'engagement juridique : **20240140001000**

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au titulaire sont payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne (BCE) à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Changement de taxes :

Il sera tenu compte au titulaire ou au pouvoir adjudicateur, dans le cadre de la réglementation économique en vigueur, des créations ou majorations et des diminutions, suspensions ou suppressions de droits et taxes intervenant pendant la durée d'exécution du marché.

Nantissement :

Le titulaire peut donner son contrat en nantissement. Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur est habilité à donner les renseignements prévus par la réglementation en matière de nantissement et à faire mention "d'exemplaire unique" sur l'acte d'engagement (AE) du marché à nantir (conformément à l'article L. 2191-8 du code de la commande publique) ou à fournir un certificat de cessibilité de créance (NOTI 6).

10 - Spécifications techniques

Les prestations doivent être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). La partie « accord-cadre à bons de commande » du contrat s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon de commande, ou à la date indiquée par celui-ci le cas échéant.

Notification par le biais du profil d'acheteur :

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Processus de remplacement d'une personne nommément désignée :

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-FCS.

Le pouvoir adjudicateur est informé sans délai de cet empêchement et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi de cette information.

La description exhaustive du besoin à satisfaire figure dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Il doit être fourni tous les éléments permettant de justifier ces compétences (CV, attestation de formation).

11 - Clauses environnementales

Sans objet.

12 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

13 - Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

13.1 - Pénalités de retard pour la fourniture, l'installation et la mise en service du matériel

Sont justiciables de pénalités :

- Les retards de livraison, d'installation ou de mise en service, par rapport au calendrier prévisionnel remis par le titulaire à l'appui de son offre ;
- La non-conformité des livraisons ; toutefois, le titulaire a la possibilité de remplacer un matériel par un autre de référence différente, à condition que ses caractéristiques soient équivalentes, la compatibilité garantie, et que le pouvoir adjudicateur en ait donné son accord par écrit.

Lorsque les délais contractuels de mise en ordre de marche sont dépassés, le fournisseur encourt les pénalités de retard calculées de la façon suivante :

$$\text{Pénalité} = \frac{V \times R}{1000} \quad \text{avec} \quad \begin{array}{l} P = \text{montant de la pénalité} \\ V = \text{valeur TTC de vente du matériel} \\ R = \text{nombre de jours calendaires de retard} \end{array}$$

Les retards imputables à des faits ne pouvant être contrôlés par le constructeur, tels que grèves, accident en cours de transport, d'émeutes, cataclysmes, etc. ne peuvent être retenus à l'encontre du titulaire.

Le sursis d'exécution (ou une prolongation de délai de livraison) est automatiquement accordé au titulaire pour une durée égale au retard imputable à l'établissement (ex : en cas de retard pour la mise à dispositions des locaux où le matériel est installé).

Sont justifiables de pénalités les manquements aux obligations de résultats (retard par rapport aux délais contractuels, non fonctionnalité du matériel).

13.2 - Pénalités de retard dans la réalisation des opérations de maintenance ou de contrôle

En dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, lorsque le délai contractuel est dépassé, ou en cas d'indisponibilité de l'équipement ou de non-respect du délai de remise en état, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$\text{Pénalité} = \frac{V \times R}{500} \quad \text{avec} \quad \begin{array}{l} P = \text{montant de la pénalité} \\ V = \text{valeur est égale au prix de règlement des prestations en retard ou,} \\ \text{exceptionnellement, de l'ensemble des prestations si le retard apporté à} \\ \text{l'exécution d'une partie du marché rend l'ensemble inutilisable} \\ R = \text{nombre de jours calendaires de retard ou d'indisponibilité non} \\ \text{imputables au titulaire} \end{array}$$

14 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

15 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution du marché peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans le marché, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

À compter de la date de réception de la demande, la partie destinataire dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas énumérés ci-après.

15.1 - Adhésion d'un nouvel établissement

Le pouvoir adjudicateur peut modifier le marché en ajoutant des prestations supplémentaires dans les conditions des articles R. 2194-2 à R. 2194-4 du code de la commande publique.

Selon l'article L-6. 4° du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur peut modifier unilatéralement le marché dans les conditions prévues par le code de la commande publique, sans en bouleverser l'équilibre. Le cocontractant n'a pas droit à une indemnisation.

Le Centre hospitalier de Valenciennes, établissement support du groupement hospitalier de territoire du Hainaut-Cambrésis (GHT-HC), agit en tant que pouvoir adjudicateur du groupement. Celui-ci comprend 10 établissements (Centres Hospitaliers de Valenciennes, Saint-Amand-les-Eaux, Denain, Le Quesnoy, Maubeuge, Hautmont, Jeumont, Avesnes-sur-Helpe, Fourmies, Felleries-Liessies).

Les établissements ne faisant pas partie du groupement de commande du marché mais appartenant au groupement hospitalier de territoire du Hainaut-Cambrésis (GHT-HC), sont susceptibles de bénéficier du marché. Le pouvoir adjudicateur, le Centre hospitalier de Valenciennes, en qualité d'établissement support du groupement hospitalier de territoire du Hainaut-Cambrésis (GHT-HC), informe le titulaire de son intention de mettre en œuvre cette clause au moins trois semaines avant le début d'exécution souhaité du marché du nouvel établissement adhérent.

La mise en œuvre de la présente clause de réexamen fait l'objet d'un avenant qui précise la date de début d'exécution du marché pour le nouvel établissement concerné avec le titulaire, les produits ou services concernés avec quantités prévisionnelles et les conditions de livraison.

À l'inverse, les établissements faisant partie du groupement de commande, soit dès le lancement de la procédure, soit par le biais de la clause de réexamen ci-dessus, ont la possibilité de sortir du groupement.

Cette clause peut être mise en œuvre par le biais d'une décision unilatérale notifiée au titulaire qui fixe la date effective de sortie.

La sortie d'un établissement du groupement hospitalier de territoire du Hainaut-Cambrésis (GHT-HC) ne donne droit à aucune compensation financière, tout comme elle n'entraîne pas la résiliation du marché. Le nombre minimal d'établissements présents ne peut être inférieur à un.

Les bons de commande émis avant la notification de ce retrait doivent être exécutés dans les conditions habituelles du marché.

Le marché peut être transféré, par avenant, à un membre du groupement hospitalier de territoire du Hainaut-Cambrésis (GHT-HC) bénéficiant du contrat, qui devient alors pouvoir adjudicateur, en lieu et place du Centre hospitalier de Valenciennes.

15.2 - Imprévision ou circonstances imprévues

15.2.1 - Obligation d'information

En cas d'évènement imprévisible et extérieur aux parties rencontré en cours d'exécution qui ne pouvait être prévu au moment de la conclusion du marché de par sa nature ou son ampleur, notamment d'ordre sanitaire ou climatique, le titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais des difficultés qu'il rencontre et qui sont liées à cet évènement.

Le titulaire doit exposer par écrit l'impact de l'évènement sur sa capacité à remplir ses obligations et s'engage à fournir les justificatifs démontrant que les difficultés qu'il rencontre sont strictement liées à cet évènement.

15.2.2 - Modalités de poursuite du marché

Les parties peuvent convenir par voie d'avenant des modalités d'adaptation d'exécution du marché strictement nécessaires pour faire face à l'évènement imprévisible.

15.2.3 - Suspension du marché

En cas d'impossibilité temporaire d'exécuter le marché du fait de l'évènement imprévisible, le pouvoir adjudicateur peut décider de suspendre l'exécution du marché sur décision notifiée au titulaire.

Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnisation.

Dans ce cadre, un marché de substitution pour la même prestation, avec un autre fournisseur, peut être conclu pour la durée de la crise dans le respect des règles de la commande publique en vigueur au moment de la crise. Le marché de substitution ne sera pas exécuté aux frais et risques du titulaire.

Les conditions d'exécution du marché lors de la reprise et les modalités de paiement sont définies par avenant à la fin de la période de crise.

15.2.4 - Recevabilité d'une demande d'indemnisation en cas de poursuite d'exécution du marché

Le titulaire peut formuler une demande d'indemnisation en cas de poursuite d'exécution du marché. À ce titre, il doit produire des justificatifs permettant de caractériser un bouleversement de l'économie générale du marché, du fait de la poursuite de l'exécution du marché, dans les conditions de l'offre initiale malgré les éventuelles modalités d'adaptation éventuellement mises en œuvre en application de l'article précédent.

Il doit notamment justifier de la différence entre son prix de revient et sa marge bénéficiaire au moment où il a remis son offre et au moment où l'évènement survient, ainsi que de l'importance des charges extracontractuelles supportées du seul fait de l'évènement imprévisible.

Il est entendu que l'indemnisation ne doit pas avoir pour effet de faire supporter la totalité de la perte au pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur analyse le bien-fondé de cette demande sur la base des justificatifs transmis et se réserve la possibilité de refuser cette demande si les éléments apportés ne sont pas suffisants pour justifier une indemnisation au regard de la réglementation en vigueur.

Le cas échéant, l'indemnisation prend la forme d'une modification provisoire des prix du marché, par voie d'avenant, pour une durée limitée à la période de déséquilibre financier du marché dûment justifié. La durée de la modification est précisée dans chaque avenant.

Au-delà de ce délai, les prix de l'offre initiale s'appliquent de nouveau.

En tout état de cause :

- Aucune augmentation de prix ne peut être imposée unilatéralement par le titulaire : les prix contractuels du marché demeurent en vigueur dans l'attente de l'avenant signé par le pouvoir adjudicateur ;
- Le titulaire ne peut refuser d'approvisionner les établissements au motif que les prix n'ont pas été modifiés.

15.2.5 - Prolongation du marché

Si le marché arrive à terme pendant la période de survenance de l'évènement, il peut être prolongé par voie d'avenant, au-delà de la durée du marché prévue dans le présent cahier des clauses particulières (CCP), lorsque l'organisation d'une procédure de mise en concurrence ne pourrait être mise en œuvre dans des conditions raisonnables.

Cette prolongation peut s'étendre au-delà de la durée mentionnée à l'article L. 2125-1 du code de la commande publique, dans la limite de 6 mois.

15.3 - Evolutions technologiques et réglementaires

Les parties peuvent faire évoluer le contenu des prestations proposées en vue de les remplacer ou de les compléter par des prestations de performances équivalentes ou supérieures à celles proposées initialement.

Ainsi, en cas d'évolution technologique, de changement de technique ou de modification de la réglementation en cours d'exécution du marché, le titulaire a la possibilité, après accord du pouvoir adjudicateur, de modifier ou remplacer les prestations faisant l'objet du marché par des prestations jugées au moins équivalentes, plus performantes ou plus adaptées aux besoins, et si possible sans supplément de prix.

Aux termes du présent article, « évolution technologique » et « changement de technique » incluent les nouvelles méthodes ou nouveaux outils similaires ou substituables à ceux définis dans le marché et dans l'offre.

Au sens du présent article, « modification de la réglementation » signifie un changement de normes et de réglementation désignant toute création, modification ou abrogation d'un texte de nature législative, réglementaire (en ce compris doctrine de l'administration fiscale au sens de l'article L80 A du Livre des procédures fiscales) ou jurisprudentielle nationale et européenne, y compris en matière fiscale et comptable, tout changement d'interprétation des administrations compétentes ou, toute modification de norme ayant une incidence sur le marché, incluant toute norme ou décision adoptée par l'État ou toute collectivité publique, ou toute norme ou décision applicable de l'Union européenne entrée en vigueur après la notification du marché.

Dès lors, lorsqu'une proposition d'évolution des prestations faisant l'objet du marché est à l'initiative du titulaire, celui-ci fournit au pouvoir adjudicateur un dossier permettant d'apprécier, d'une part, les performances techniques et les impacts financiers, d'autre part la conformité à l'objet initial du marché. Ce dossier est transmis au pouvoir adjudicateur par tout moyen permettant d'en donner date certaine.

Le dossier fourni par le titulaire à l'appui de sa demande comprend :

- Les références et caractéristiques des prestations qu'il souhaite remplacer, modifier ou compléter ;
- Les références et caractéristiques des prestations nouvelles ;
- Les motifs de la demande (innovation technologique, changement de technique, modification de la réglementation...) ;
- Un tableau comparatif précisant en quoi les prestations nouvelles sont au moins équivalentes, plus performantes ou plus adaptées aux besoins que les prestations actuelles ;
- Le prix fixé pour la nouvelle prestation, lequel ne peut excéder le barème des prix unitaires du titulaire applicable à l'ensemble de sa clientèle (« prix publics »).

Le présent article peut être également mis en œuvre à la demande du pouvoir adjudicateur, à la suite de demandes particulières des bénéficiaires pris dans leur diversité.

Si un prix équivalent ou similaire ne peut être maintenu, le titulaire communique au pouvoir adjudicateur tous les motifs lui permettant d'apprécier si une augmentation de prix est justifiée au regard des modifications proposées.

S'il y a refus du pouvoir adjudicateur de modifier les prestations faisant l'objet du marché, si le titulaire n'est plus en mesure de fournir des prestations conformes, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité.

Les prestations citées *supra* et toute autre prestation en lien avec l'objet du marché et dont les besoins par les bénéficiaires sont avérés, peuvent aussi être ajoutées au marché dans les conditions exposées ci-dessus.

Lorsqu'une demande de modification est à l'initiative du pouvoir adjudicateur, celle-ci fait l'objet d'une présentation au titulaire. Si le titulaire n'est pas en mesure de satisfaire la demande d'évolution à l'initiative du pouvoir adjudicateur, celui-ci se réserve le droit de résilier le marché pour faute, dans les conditions définies par le CCAG applicable au marché.

L'ensemble des modifications évoquées au présent article est formalisé par avenant ne pouvant donner lieu à une augmentation de plus de 20 % du maximum prévu au marché.

15.4 - Réduction / Extension du périmètre du marché

Pendant toute sa durée de validité, le périmètre du marché est susceptible d'évoluer.

Les cas concernés sont les suivants :

- Acquisition d'un nouvel équipement / d'une nouvelle licence appartenant à la même famille (notamment en cas de sortie de garantie de cet équipement et donc d'entrée en maintenance) ;
- Réforme de l'équipement.

Cette modification survient par voie d'avenant, établi par le pouvoir adjudicateur.

16 - Résiliation du contrat

16.1 - Conditions de résiliation du marché

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne perçoit aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L. 627-2 du code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L. 622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

17 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le tribunal administratif de Lille est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

18 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS ;
- L'article 13.1 du CCAP déroge aux articles 14.1.1 et 14.1.3 du CCAG-FCS ;
- L'article 13.2 du CCAP déroge aux articles 14.1.1 et 14.1.3 du CCAG-FCS.